

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE

15 rue de la croix de pierre
Zone industrielle Nord
80000 Amiens

Références : 2026-E20042
Code AIOT : 0005101897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE implanté 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE
- 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE exploite les installations ci-dessous :

- une installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes... (capacité de 95 000 t/an soit 258 t/jour),
- une installation de traitement de déchets non dangereux (déconditionnement de biodéchets 77 t/j et production de combustibles solides de récupération 100 t/j),
- une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes,
- une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux,
- une installation de combustion d'une puissance thermique nominale de 15,25 MW.

Les installations sont notamment encadrées réglementairement par les actes administratifs suivants :

- arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2910 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté préfectoral du 20 février 2017 complété par l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 ;
- arrêtés préfectoraux des 1er octobre 1996, 26 février 2009, 18 février 2011 et 28 juillet 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vannes de coupure avec asservissement en amont et aval de l'UT50 et formati	AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Atmosphère	AP de Mise en Demeure du	Mise en demeure, respect de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	explosive de l'UT50	13/10/2025, article 3	prescription, Amende	
4	Installations électriques de l'UT50	AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Meilleurs techniques disponibles	AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas la totalité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/10/2025. Seul l'article 4 de cet arrêté est respecté. L'arrêté préfectoral de mise en demeure est maintenu. Le non-respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure constitue un délit. Une information au procureur de la République auprès d'Amiens est réalisée.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de sanction administrative, à savoir une amende administrative correspondant aux coût de deux capteurs de détection de gaz et d'un contrôle de l'installation électrique. Cet arrêté est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vannes de coupure avec asservissement en amont et aval de l'UT50 et formati

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et mesures d'organisation et formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8.1.6 « Étude de dangers » de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 susvisé qui prévoit notamment que : « <i>L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers, dont les vannes de coupure amont et aval automatiques avec asservissement sur la canalisation de biogaz. L'exploitant met en oeuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers</i> ».</p>

Constats :

Dans le courrier du 12/12/2025, l'exploitant a réalisé le 04/12/2025 des essais communs de bon fonctionnement des sécurité de détection gaz et de fermeture des vannes gaz. Le rapport transmis (rapport 135421585-001-1 du 05/12/2025 de l'APAVE) fait état du bon fonctionnement de la vanne biogaz. En revanche, le fonctionnement de la vanne gaz naturel a présenté une anomalie. L'équipe maintenance a résolu le problème le jour même et a confirmé son bon fonctionnement autant en local (en fonctionnement manuel) qu'à distance (en fonctionnement automatique).

L'exploitant a fourni la procédure et les fiches d'intervention en cas de fuite de gaz. L'exploitant a fourni le compte rendu du dernier exercice "fuite de gaz" pour l'UT50 réalisé avec le service d'incendie et de secours de la Somme (SDIS 80) en date du 16/10/2020.

L'exploitant précise qu'il prévoit un exercice en mars 2026 mais n'a pas encore pris l'attache du SDIS80.

Cependant, l'exploitant doit planifier un test de la vanne avec un organisme de contrôle lorsqu'il aura changé les deux capteurs de détection de gaz de l'UT50. En conséquence, l'exploitant ne respecte pas totalement la prescription. L'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc maintenu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Atmosphère explosive de l'UT50

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs de gaz

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8.2.3 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 qui prévoit notamment que : *« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] des détecteurs de gaz à proximité des chaudières (brûleurs à gaz) dans le local abritant des bâches souples [...] »*.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référents en vigueur et les porte sur un registre. ».

Constats :

Dans le courrier du 12/12/2025, l'exploitant fournit le rapport de contrôle de 2024 (Rapport n° 241209181116 du 02/12/2024 de Teledyne Oldham-Simtronics SAS). Le rapport mentionne les informations suivantes :

- Etat de l'installation : Installation en mode dégradé car au moins un détecteur est non conforme ou non contrôlé
- Test des asservissements : Non réalisé à la demande du client

- Capteur non conforme voie 02 et voie 03, emplacement : bâches souples (pas de commentaire)
- Capteur non conforme voie 03, emplacement : digesteur 1 (devis en cours pour remplacement des cellules en fin de vie et en perte de sensibilité)
- Capteur non contrôlé et/ou non dépanné voie 07, emplacement surpresseurs C5 (pas de commentaire).

Le dernier contrôle en date a été réalisé le 04/12/2025. Le rapport du 04/12/2025 a été fourni. Les commentaires suivants sont formulés :

- étalonnage au gaz ;
- devis en cours pour remplacement des cellules en fin de vie et en perte de sensibilité ;
- prévoir le remplacement de la centrale GE1 centrale en défaut bas

L'exploitant évoque qu'il est en discussion avec son prestataire qui lui a proposé de changer 12 capteurs.

Les deux capteurs de l'UT50 (bâches souples) sont toujours non conformes.

L'exploitant ne respecte pas la prescription. L'inspection des installations classées propose une amende administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Amende

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Meilleures techniques disponibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Torchère

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'annexe 3.1 - V « - Limitation de l'usage et conception des torchères » de l'arrêté ministériel 7 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED qui prévoit notamment que :

« L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières, et l'exploitant applique toutes les techniques suivantes :

- surveillance en continu du gaz mis à la torchère : mesure du débit de gaz et estimation des autres paramètres : composition du flux de gaz, pouvoir calorifique, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz de purge, émissions polluantes, bruit. La durée et le nombre des opérations de torchage sont enregistrés et permettent l'estimation des flux émis. L'exploitant analyse ces informations pour éviter de futures opérations de torchage ;

- la conception des torchères est optimisée : hauteur, pression, assistance par vapeur, air ou gaz, type de bec de torche ;

- l'unité de mise à la torche est gérée de façon à garantir l'équilibrage du circuit de gaz et utilise des systèmes avancés de contrôle des procédés ;[...] »

<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté lors de la visite d'inspection que l'exploitant respecte la prescription notamment par le contrôle et l'explication de la supervision par un agent d'exploitation. L'exploitant précise qu'il prévoit de changer la torchère en 2026. L'exploitant veillera à transmettre un porter-à-connaissance au préfet concernant cette modification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations électriques de l'UT50

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8.3.2 « installations électriques » de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 qui prévoit notamment que :</p> <p><i>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.[...] »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le courrier du 12/12/2025, l'exploitant a fourni les rapports de vérifications des installations électriques de l'unité de traitement du gaz pour les années 2024 et 2025. Le rapport n° 2256538-002-1 du 06/05/2024 de l'APAVE mentionne 9 observations et n'a pas fourni le Q18. Le rapport n° 2256538-003-1 du 29/04/2025 de l'APAVE mentionne 16 observations. Le Q18 en date du 29/04/2025 mentionne qu'une vérification partielle de l'installation électrique a été effectuée, et que cette installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant précise qu'il a réalisé en interne des interventions sur l'installation électrique et qu'il prévoit le passage d'un organisme compétent pour valider que l'installation électrique est conforme. L'installation électrique ne peut être à ce jour considérée comme conforme. L'exploitant n'a pas transmis de devis ou de bon de commande signé pour réaliser un nouveau contrôle.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>